

L'assurance chômage au bord de la faillite ?

L'augmentation du nombre de chômeurs et surtout du temps passé au chômage n'aident pas les comptes de l'Unédic, le gestionnaire de l'assurance chômage. Loin de là : lundi 19 septembre 2016, alors que les comptes officiels seront présentés mardi 20 septembre 2016, des sources proches du dossier ont laissé entrevoir une situation catastrophique. L'assurance chômage pourrait être au bord de la faillite...

Un déficit de plus de 100 % des recettes...

Lorsque la dette d'Etat française atteindra les 100 % du PIB, ce dont elle est très proche, l'événement ne manquera pas de marquer les esprits : la France ce sera endettée pour plus d'argent qu'une année entière de son économie ne peut produire. Pour l'assurance chômage... c'est bientôt le cas.

Selon la source proche du dossier qui a révélé à l'AFP certains chiffres de la gestion de l'Unédic, c'est simple : en 2019 "le déficit cumulé sera supérieur à une année de recettes". En gros, ça signifie qu'il faudrait une année entière à 0 % de chômage pour que l'Unédic retrouve des comptes à peu près à l'équilibre. Avec plus de 10 % de chômage en France, ce n'est pas gagné.

41 milliards d'euros de déficit pour l'Unédic en 2019

La dette ne cesse d'augmenter et c'est de pire en pire : alors que fin 2015 le régime de l'assurance chômage avait enregistré un déficit de 25,8 milliards d'euros, il va augmenter de 4,2 milliards en 2016 pour atteindre les 30 milliards selon les estimations qui seront publiées mardi 20 septembre 2016.

De là, la décente aux enfers continuera : 33,6 milliards d'euros de déficit en 2017 et 41 milliards fin 2019 si rien n'est fait pour endiguer l'hémorragie et, surtout, pour inverser la célèbre courbe du chômage dont parlait François Hollande au début de son quinquennat. L'Unédic, en moyenne, voit rentrer dans ses caisses quelques 34 milliards d'euros chaque année.

Pas étonnant que le chômage, l'emploi et l'indemnisation des chômeurs soient au centre des programmes économiques des candidats avec, notamment chez Nicolas Sarkozy et François Fillon, la volonté de mettre en place une dégressivité des allocations...